



CONVENTION 2019

VILLE DE MONTIVILLIERS – « Association Montivilliers-Nasséré »

ENTRE

La commune de MONTIVILLIERS, représentée par son **Maire Daniel FIDELIN**, selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 2014 et désignée sous l'appellation de la « commune », d'une part,

ET

L'association dénommée « Montivilliers-Nasséré », dont le siège social est **Mairie de Montivilliers, Place François Mitterrand, 76290 MONTIVILLIERS**, représentée par son Président **Yanic TESSERAU**, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

PREAMBULE

L'association « Montivilliers-Nasséré » et le comité communal de Jumelage de Nasséré ont pour partenaires les communes de Montivilliers et de Nasséré au Burkina Faso.

L'association « Montivilliers-Nasséré » contribue à la vie municipale en répondant aux sollicitations de la ville et des autres partenaires associatifs locaux.

L'association « Montivilliers-Nasséré », créée le 01 10 2001, a pour but de promouvoir et de réaliser un jumelage de coopération décentralisée entre la ville de Montivilliers et la commune rurale de Nasséré, située dans la Province du Bam, région centre nord, comptant environ 15 000 habitants.

Elle a pour objectif de développer des relations économiques et sociales, des activités culturelles et plus largement de participer au développement des populations dans le respect absolu de la dignité.

L'association « Montivilliers-Nasséré » s'inscrit dans les projets de mutualisation portés par le Département de Seine-Maritime.

La commune assume la responsabilité du jumelage et le Conseil Municipal est garant de la politique à mener dans ce domaine mais il entend y associer tous les habitants, notamment à travers les associations locales, les centres sociaux, les établissements scolaires....

C'est pourquoi, dans le but d'assurer la pérennité des liens unissant la population de Montivilliers et de la commune de Nasséré, des contacts et échanges doivent être créés et entretenus à divers niveaux (scolaire, associatif, culturel, professionnel, sportif, familial, individuel, etc.) indépendamment des visites et manifestations officielles.

TITRE PREMIER : OBJET DU PROTOCOLE

Article 1

Dans le but de :

- Favoriser une plus large participation des habitants de la commune aux activités de jumelage/coopération.
- Marquer l'importance qu'elle attache à la vie associative et de privilégier cette dernière dans tous les domaines.
- Soulager le Conseil Municipal et/ou ses commissions d'un certain nombre de tâches qui peuvent être déléguées.

La commune mandate l'association « Montivilliers-Nasséré » aux fins de mettre en œuvre, pour son compte, toutes les activités normalement impliquées dans le jumelage/coopération à l'exception de celles qui ne peuvent être entreprises qu'en vertu du mandat électif détenu par le Maire et le Conseil Municipal ou qui engagent leur responsabilité propre.

Article 2

Restent du domaine strictement réservé au Maire et/ou au Conseil Municipal :

- Les décisions de politique générale,
- La participation à toute cérémonie ou manifestation comportant la représentation de la commune par ses élus,
- La réception officielle d'élus municipaux de Nasséré ou de représentants des autorités du pays,
- L'engagement de toute dépense directement imputable sur le budget de la commune,
- Toute initiative réservée réglementairement au Maire ou au Conseil Municipal et/ou nécessitant une délibération de ce dernier.

Article 3

Dans le cas où il n'existerait pas d'opposition fondamentale ou réglementaire à ce que l'une des prérogatives énumérées ci-dessus soit déléguée à l'association ou à l'un de ses représentants, un mandat express devra être donné au cas par cas, sans que l'exception puisse constituer un précédent.

Article 4

Aussi bien en France qu'au Burkina Faso, l'association « Montivilliers-Nasséré » œuvre dans le domaine de la santé (nutrition, hygiène, salubrité, environnement), de l'éducation (scolaire, sportive, culturelle), de l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et au développement économique (eau et assainissement, électrification, nouvelles technologies...).

L'association « Montivilliers-Nasséré » est expressément mandatée par la commune pour :

- La promotion du jumelage/coopération dans la ville et auprès des habitants,
- L'incitation des associations et organisations locales à participer au jumelage/coopération dans le cadre et par le moyen des activités qui leurs sont propres,
- L'organisation de missions dans le cadre des actions ci-dessus
- L'association « Montivilliers-Nasséré » se tient à l'écoute des demandes exprimées par les habitants de Nasséré et de leurs représentants et cherchera à apporter des réponses en fonction de ses possibilités.

Article 5

L'association « Montivilliers-Nasséré » accepte l'ensemble du mandat qui lui est donné par la commune.

Elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

TITRE SECOND : FINANCEMENT DES ACTIVITES DE JUMELAGE

Article 6

Les frais de fonctionnement courants de l'association signataire doivent être couverts par ses propres ressources telles qu'elles sont prévues par ses statuts.

Article 7

Dans le but de donner à l'association « Montivilliers-Nasséré » les moyens nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont déléguées par le présent protocole et de permettre ainsi au plus grand nombre d'habitants de participer aux activités, la commune versera chaque année à l'association « Montivilliers-Nasséré » une subvention globale.

La subvention sera votée, chaque année, par le Conseil Municipal, lors du vote du budget primitif, compte tenu des possibilités de la commune et des comptes présentés par l'association signataire.

Article 8

La Ville met aussi à disposition de l'association :

- la salle Michel Vallery, 1 rue Oscar Commettant, représentant une surface totale de 245m², sur une durée de 10h,
- la salle polyvalente de l'Ecole Louise Michel sur une journée.

Ces locaux sont mis à la disposition de l'association à titre ponctuel (pour la durée de la convention).

Les frais de maintenance des locaux sont à la charge de la Ville, ainsi que le coût des consommations de fluides (eau, électricité, chauffage) et des abonnements et contrats afférents.

L'ensemble des prestations définies ci-dessus fera annuellement l'objet d'une valorisation établie par la Ville, que l'association s'engage *obligatoirement à inscrire dans le compte de résultat*.

Pour l'année 2019, le cout de cette valorisation est de **290.79 €**, chiffre à inscrire dans le compte de Résultat de l'année 2019.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Sauf accord écrit préalable de la Ville, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut également tout prêt ou sous-location à des tiers.

Article 9

La subvention est destinée à couvrir :

- les frais d'organisation sur les plans humains et matériels des actions et manifestations dont l'organisation incombe à l'association.

Le montant donné à titre indicatif s'élève à 3560 €. Il pourra être modifié par avenant.

Article 10

Cette dotation ne peut en aucun cas servir à subventionner totalement ou même partiellement :

- les voyages de détente, de loisirs ou touristiques des habitants se déplaçant à titre individuel, isolément ou en groupes, dans le cadre des visites habituelles entre villes jumelles,
- le déplacement, l'hébergement, le ou les repas ou autres frais de même nature des administrateurs de l'association signataire, y compris les membres de droit désignés par le Conseil Municipal.

Article 11

La subvention ne devra pas être non plus utilisée pour couvrir les frais d'organisation des réceptions officielles dont l'association aurait été chargée par la commune.

Ces frais seront pris en compte directement par le budget communal dès lors qu'ils auront été autorisés par le Maire sur présentation d'un devis établi par l'association.

Article 12

L'association « Montivilliers-Nasséré » fournira, chaque année avant le 01 juin, à la municipalité :

- le rapport d'activités de l'année écoulée,
- le programme des activités prévues pour l'année en cours,
- le rapport financier comportant les éléments ci-après :
 - Compte d'exploitation,
 - Budget prévisionnel,

La demande de subvention annuelle sera sollicitée dans le courant du dernier trimestre auprès de la collectivité.

TITRE TROISIEME : SOUTIEN DE L'ASSOCIATION « MONTIVILLIERS-NASSERE » PAR LES SERVICES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS

Article 13

Le service Environnement, Santé, Prévention et Cadre de Vie a dans ses missions l'appui à la vie associative.

Ce service peut accompagner techniquement l'association « Montivilliers-Nasséré » de manière ponctuelle sur :

- le cadre réglementaire du jumelage/coopération,
- la formation des bénévoles,
- la connaissance et le suivi budgétaire des subventions du milieu associatif,
- la réflexion et la mise en œuvre de projets à l'échelle du territoire montivillon.

Des locaux municipaux seront mis à la disposition de l'association pour le suivi et l'organisation des activités de l'association. (Réunions, AG, rencontres dans le cadre du jumelage/coopération...)
Ces mises à disposition devront faire l'objet en amont d'une demande justifiée auprès de la Ville, en lien avec les projets et événements de l'association.

Les risques encourus par l'Association « Montivilliers Nasséré » du fait de son activité et de l'utilisation de l'ensemble des locaux mis à disposition seront convenablement assurés par l'association, qui fournira à la Ville de Montivilliers les attestations.

Toute dégradation des biens mis à disposition résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'association.

Sauf accord écrit préalable de la Ville de Montivilliers, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la convention. La convention exclut également tout prêt ou sous-location à des tiers.

TITRE QUATRIEME : RELATION ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL ET L'ASSOCIATION « MONTIVILLIERS-NASSERE »

Article 14

Le Conseil Municipal sera représenté par 3 élus, membres de droit du conseil d'administration, désignés à cet effet par le Conseil Municipal. Ces élus pourront être consultés, mais ne prendront pas part au vote du conseil d'administration de l'association.

Cette représentation devra être expressément prévue par les statuts de l'association « Montivilliers-Nasséré »

Article 15

Les conseillers municipaux désignés par la commune de MONTIVILLIERS, membres de droit du Conseil d'Administration de l'association signataire, jouiront des mêmes prérogatives (hormis le droit de vote) que les autres administrateurs. Ils participeront, en conséquence, à toutes les séances du Conseil d'Administration.

Ils ne pourront solliciter les mandats de président, de trésorier et de secrétaire.

TITRE CINQUIEME : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION OU RUPTURE

Article 16

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les parties.

Elle est valable pour l'année de la signature.

La résiliation devra être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié, avec un préavis de six mois.

Article 17

Les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de l'association « Montivilliers-Nasséré » ne devront pas être en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Dans le cas contraire, la convention deviendrait immédiatement caduque, la responsabilité de la rupture incombant à l'association signataire.

Article 18

Dans le cas où, dans un délai de trois mois après la remise du compte-rendu financier de l'association au Conseil Municipal, la subvention annuelle de fonctionnement, n'aurait pas été versée, l'association « Montivilliers-Nasséré » pourrait se considérer comme dégagee, provisoirement, de toutes les délégations contractées envers la commune en vertu du présent protocole, quinze jours après avoir donné préavis de suspension au Conseil Municipal, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier remis en main propre, contre décharge, à un représentant qualifié.

Seul le versement de la subvention dans un délai justifié pourrait interrompre la suspension et remettre la convention en vigueur dans tous ses effets.

Dans le cas contraire, la responsabilité de la rupture incomberait à la commune.

Article 19

En cas de dissolution de l'association « Montivilliers-Nasséré » ou de la rupture de la convention du fait de l'association, la commune serait fondée à demander que soit établi un arrêté des comptes et, par un conseiller municipal désigné à cet effet, à exiger la restitution de la part de la subvention de l'année en cours, non encore utilisée aux fins pour laquelle elle était prévue.

Article 20

En cas de rupture de la présente convention imputable à la commune, l'association signataire sera tenue de reverser les fonds non utilisés de la subvention de l'année en cours, sous réserve des sommes déjà engagées et d'une juste indemnisation du préjudice ainsi subi.

Article 21

Dans le cas où, sur le rapport des conseillers municipaux membres de droit, ou par tout autre moyen, le Conseil Municipal aurait acquis la conviction que des fonds provenant de la subvention annuelle ont été détournés de leur destination, il serait fondé, après demande d'explications, à voter la suspension provisoire des effets du présent protocole jusqu'à production des justifications nécessaires, ceci indépendamment de toute action qu'il pourrait tenter devant la juridiction compétente.

TITRE SIXIEME : AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

Article 22

Le présent protocole pourra faire l'objet, par avenant, de toute modification qui s'avèrerait nécessaire, après avis conforme du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration de l'association « Montivilliers-Nasséré »

Fait en 2 exemplaires à MONTIVILLIERS, le

Pour l'Association Montivilliers-Nasséré
Le Président, Yanic TESSEREAU

Pour la commune
Le Maire, Daniel FIDELIN